

PROCEDURE DE PARTICIPATION DU PUBLIC PAR VOIE ELECTRONIQUE

Evaluation environnementale

PLAN CLIMAT AIR ENERGIE TERRITORIAL

de Flers Agglo

Notice explicative

Décembre 2025

La présente notice a pour objet d'expliquer la procédure de participation du public par voie électronique, son déroulement, les étapes jusqu'à l'approbation du Plan Climat Air Territorial de Flers Agglo.

## **I – Procédure PPVE et références aux textes régissant la procédure**

### **1 – Rappel du contexte de la procédure de PPVE**

La présente procédure de Participation du Public par Voie Electronique concerne le projet de Plan Climat Air Energie Territorial de Flers Agglo.

Par délibération n° 2019-913 du 10 octobre 2019, le Conseil Communautaire a approuvé le lancement de la démarche d'élaboration du Plan Climat Air Energie Territorial à l'échelle de Flers Agglo.

Pour rappel, la loi n° 2015-992 du 17 août 2015, relative à la transition énergétique pour la croissance verte, rend obligatoire l'adoption d'un Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) au 31 décembre 2018 pour les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, existant au 1<sup>er</sup> janvier 2017 et regroupant plus de 20 000 habitants.

Un PCAET est un projet territorial de développement durable qui a pour finalité la lutte contre le changement climatique.

Les PCAET doivent être les outils opérationnels de mise en œuvre et de coordination de la transition énergétique sur les territoires, pour atteindre la neutralité carbone en 2050, objectif inscrit dans la Loi n° 2019-1147 du 8 novembre 2019 relative à l'Energie et au Climat.

Le PCAET de Flers Agglo doit donc contribuer à répondre localement à ces objectifs, en les adaptant à l'échelle de son territoire, tout en étant compatible avec le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) de Normandie, ainsi qu'avec les objectifs fixés dans le cadre du Plan de Protection de l'Atmosphère (P.P.A.). Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.) du futur PLUi-H de Flers Agglo devra être compatible avec les objectifs du PCAET.

Ainsi le projet de PCAET a été arrêté par le conseil communautaire par délibération 1473 du 25 juin 2025.

Conformément aux dispositions réglementaires, une Evaluation Environnementale Stratégique a été réalisée tout au long de l'élaboration du PCAET. Elle comprend un état initial de l'environnement qui fait un état zéro du territoire avant la mise en œuvre du PCAET ainsi qu'un rapport environnemental qui mesure les impacts du PCAET sur le territoire.

Le projet de PCAET a été transmis pour avis :

- à la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) qui dispose de trois mois pour rendre son avis, conformément à l'article R. 122-17 du Code de l'environnement.
- au Préfet de Région et au Président du Conseil Régional qui disposent de deux mois pour rendre leur avis, conformément à l'article R. 229-54 du Code de l'environnement.

A l'issue de la consultation de la MRAE, du Préfet de Région et du Président du Conseil Régional, une consultation du public par voie électronique d'une durée de 30 jours sera organisée, conformément à l'article L. 123-19 du Code de l'environnement.

La MRAE a émis ses observations le 15 octobre 2025 (avis n°2025-6018). Flers Agglo a pris acte de ces observations et a rédigé un mémoire en réponse en date du 23 décembre 2025.

## **2- Cadre juridique de la procédure de PPVE**

Le code de l'Environnement liste, à l'article L 123-19, les projets concernés par une procédure de participation du public par voie électronique. Sont notamment visés les « *plans et programmes qui font l'objet d'une évaluation environnementale en application des articles [L. 122-4](#) à [L. 122-11](#)* »

Conformément à l'article L 121-1-III du Code de l'Environnement :

*« L'évaluation environnementale est un processus constitué de l'élaboration, par le maître d'ouvrage, d'un rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement, dénommé ci-après " étude d'impact ", de la réalisation des consultations prévues à la présente section, ainsi que de l'examen, par l'autorité compétente pour autoriser le projet, de l'ensemble des informations présentées dans l'étude d'impact et reçues dans le cadre des consultations effectuées et du maître d'ouvrage.*

*L'évaluation environnementale permet de décrire et d'apprécier de manière appropriée, en fonction de chaque cas particulier, les incidences notables directes et indirectes d'un projet... »*

Le PCAET de Flers Agglo est donc soumis à Participation du Public par Voie Electronique.

### **Références au code de l'environnement**

#### **Article L123-19**

*I. - La participation du public s'effectue par voie électronique. Elle est applicable :*

*1° Aux projets qui font l'objet d'une évaluation environnementale et qui sont exemptés d'enquête publique en application du 1° du I de l'article [L. 123-2](#), s'ils ne sont pas soumis à la consultation du public prévue à l'article L. 181-10-1 ;*

*2° Aux plans et programmes qui font l'objet d'une évaluation environnementale en application des articles [L. 122-4](#) à [L. 122-11](#) ou des articles [L. 104-1](#) à [L. 104-3](#) du code de l'urbanisme et pour lesquels une enquête publique n'est pas requise en application des dispositions particulières qui les régissent.*

*Par exception à l'alinéa précédent, les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux, les plans de gestion des risques inondations et les plans d'action pour le milieu marin sont soumis à des dispositions spécifiques de participation du public.*

*La participation du public par voie électronique est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour autoriser ces projets ou approuver ces plans et programmes.*

*II. - Le dossier soumis à la présente procédure comprend les mêmes pièces que celles prévues à l'article [L. 123-12](#). Il est mis à disposition du public par voie électronique et, sur demande présentée dans des conditions prévues par décret, mis en consultation sur support papier dans les préfectures et les sous-préfectures ainsi que dans les espaces France Services et dans la mairie de la commune d'implantation du projet en ce qui concerne*

les décisions des autorités de l'Etat, y compris les autorités administratives indépendantes, et des établissements publics de l'Etat, ou au siège de l'autorité ainsi que dans les espaces France Services et dans la mairie de la commune d'implantation du projet en ce qui concerne les décisions des autres autorités. Lorsque le volume ou les caractéristiques du projet de décision ou du dossier de demande ne permettent pas sa mise à disposition par voie électronique, la note de présentation précise l'objet de la procédure de participation, les lieux et horaires où l'intégralité du projet ou du dossier de demande peut être consultée. Au sein des espaces France Services, un agent peut être chargé d'accompagner les personnes en difficulté avec l'informatique dans leurs démarches liées à la participation du public par voie électronique.

**Le public est informé par un avis mis en ligne ainsi que par un affichage en mairie ou sur les lieux concernés et, selon l'importance et la nature du projet, par voie de publication locale quinze jours avant l'ouverture de la participation électronique du public pour les plans, programmes et projets. Cet avis mentionne :**

1° Le projet de plan ou programme ou la demande d'autorisation du projet ;

2° Les coordonnées des autorités compétentes pour prendre la décision, celles auprès desquelles peuvent être obtenus des renseignements pertinents, celles auxquelles des observations ou questions peuvent être adressées ainsi que des précisions sur les conditions dans lesquelles elles peuvent être émises ;

3° La ou les décisions pouvant être adoptées au terme de la participation et des autorités compétentes pour statuer ;

4° Une indication de la date à laquelle et du lieu où les renseignements pertinents seront mis à la disposition du public et des conditions de cette mise à disposition ;

5° L'adresse du site internet sur lequel le dossier peut être consulté ;

6° Le fait que le plan ou programme ou le projet soit soumis à évaluation environnementale et que, le cas échéant, il est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement d'un autre Etat membre dans les conditions prévues à l'article [L. 123-7](#) et le lieu où ce rapport ou cette étude d'impact peuvent être consultés ;

7° Lorsqu'il a été émis, l'avis de l'autorité environnementale mentionné à l'article [L. 122-7](#) ou à l'article [L. 104-6](#) du code de l'urbanisme ainsi que du ou des lieu (x) où il peut être consulté.

Les dépenses relatives à l'organisation matérielle de cette participation sont à la charge du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du plan ou du programme.

Les observations et propositions du public, déposées par voie électronique, doivent parvenir à l'autorité administrative concernée dans un délai qui ne peut être inférieur à trente jours à compter de la date de début de la participation électronique du public.

III. - Sont applicables aux participations du public réalisées en vertu du présent article les dispositions des trois derniers alinéas du II de l'article [L. 123-19-1](#), ainsi que les dispositions des articles [L. 123-19-3](#) à [L. 123-19-5](#).

#### **Article L123-19-1**

**Création Ordonnance n° 2016-1060 du 3 août 2016 - art. 2**

**Modifié par Ordonnance n°2016-1060 du 3 août 2016 - art. 3**

I - Le présent article définit les conditions et limites dans lesquelles le principe de participation du public, prévu à l'article 7 de la Charte de l'environnement, est applicable aux décisions, autres que les décisions individuelles, des autorités publiques ayant une incidence sur l'environnement lorsque celles-ci ne sont pas soumises, par les dispositions législatives qui leur sont applicables, à une procédure particulière organisant la participation du public à leur élaboration.

*Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux décisions qui modifient, prorogent, retirent ou abrogent les décisions mentionnées à l'alinéa précédent soumises à une procédure particulière organisant la participation du public à leur élaboration.*

*Ne sont pas regardées comme ayant une incidence sur l'environnement les décisions qui ont sur ce dernier un effet indirect ou non significatif.*

*II.- Sous réserve des dispositions de l'article [L. 123-19-6](#), le projet d'une décision mentionnée au I, accompagné d'une note de présentation précisant notamment le contexte et les objectifs de ce projet, est mis à disposition du public par voie électronique et, sur demande présentée dans des conditions prévues par décret, mis en consultation sur support papier dans les préfectures et les sous-préfectures en ce qui concerne les décisions des autorités de l'Etat, y compris les autorités administratives indépendantes, et des établissements publics de l'Etat, ou au siège de l'autorité en ce qui concerne les décisions des autres autorités. Lorsque le volume ou les caractéristiques du projet de décision ne permettent pas sa mise à disposition par voie électronique, la note de présentation précise les lieux et horaires où l'intégralité du projet peut être consultée.*

*Pour les décisions à portée nationale de l'Etat, y compris les autorités administratives indépendantes, et des établissements publics de l'Etat, la liste indicative des consultations programmées est publiée tous les trois mois par voie électronique.*

*Au plus tard à la date de la mise à disposition prévue au premier alinéa du présent II, le public est informé, par voie électronique, des modalités de consultation retenues.*

*Les observations et propositions du public, déposées par voie électronique ou postale, doivent parvenir à l'autorité administrative concernée dans un délai qui ne peut être inférieur à vingt et un jours à compter de la mise à disposition prévue au même premier alinéa.*

*Le projet de décision ne peut être définitivement adopté avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions déposées par le public et la rédaction d'une synthèse de ces observations et propositions. Sauf en cas d'absence d'observations et propositions, ce délai ne peut être inférieur à quatre jours à compter de la date de la clôture de la consultation.*

*Dans le cas où la consultation d'un organisme consultatif comportant des représentants des catégories de personnes concernées par la décision en cause est obligatoire et lorsque celle-ci intervient après la consultation du public, la synthèse des observations et propositions du public lui est transmise préalablement à son avis.*

*Au plus tard à la date de la publication de la décision et pendant une durée minimale de trois mois, l'autorité administrative qui a pris la décision rend publics, par voie électronique, la synthèse des observations et propositions du public avec l'indication de celles dont il a été tenu compte, les observations et propositions déposées par voie électronique ainsi que, dans un document séparé, les motifs de la décision.*

*III.- Par dérogation au II, la participation du public à l'élaboration des décisions des autorités des communes de moins de 10 000 habitants peut être organisée dans les conditions suivantes.*

*L'objet de la procédure de participation ainsi que les lieux et horaires où le projet de décision accompagné de la note de présentation peuvent être consultés et où des observations et propositions peuvent être déposées sur un registre sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage en mairie. Cet affichage précise le délai dans lequel ces observations et propositions doivent être déposées, qui ne peut être inférieur à vingt et un jours à compter du début de l'affichage.*

*Dans le cas où la commune dispose d'un site internet, les informations mentionnées à l'alinéa précédent ainsi que la note de présentation et, sauf si son volume ou ses caractéristiques ne le permettent pas, le projet de décision sont en outre mis à disposition du public par voie électronique pendant la même durée.*

*Le projet de décision ne peut être définitivement adopté avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions du public. Sauf en cas d'absence d'observations et propositions, ce délai ne peut être inférieur à quatre jours à compter de la date de clôture de la consultation. Au plus tard à la*

*date de publication de la décision et pendant une durée minimale d'un mois, le maire rend publique, par voie d'affichage, une synthèse des observations et propositions du public ou indique, par la même voie, les lieux et horaires où le registre de recueil des observations et propositions est tenu à la disposition du public pour la même durée.*

*Les dispositions du présent III s'appliquent aux décisions des autorités de la collectivité de Saint-Martin et de celles de la collectivité territoriale de Saint-Pierre et-Miquelon, ainsi qu'aux décisions des autorités des groupements de collectivités territoriales dont la population totale est inférieure à 30 000 habitants. Dans ce cas, l'affichage est réalisé au siège du groupement.*

*IV.- Par dérogation aux II et III, la participation du public à l'élaboration des décisions des autorités des communes de moins de 2 000 habitants peut être organisée dans le cadre d'une réunion publique.*

*L'objet de la procédure de participation ainsi que les lieu, date et heure de la réunion sont portés à la connaissance du public par voie d'affichage en mairie, dans un délai qui ne peut être inférieur à huit jours avant la date prévue pour la tenue de la réunion. L'affichage précise les lieux et horaires où le projet de décision peut être consulté.*

*Le projet de décision ne peut être définitivement adopté avant l'expiration d'un délai permettant la prise en considération des observations et propositions du public, qui ne peut être inférieur à quatre jours à compter de la date de la réunion publique.*

*En cas d'absence d'observations, ce délai ne peut être inférieur à quatre jours à compter de la date de la clôture de la consultation.*

#### **Article R123-46-1**

##### **I. - La publication de l'avis de participation s'effectue selon les modalités suivantes :**

*1° L'avis mentionné à l'article L. 123-19 est mis en ligne sur le site de l'autorité compétente pour autoriser le projet ou élaborer le plan ou programme. Si l'autorité compétente ne dispose pas d'un site internet, cet avis est publié, à sa demande, sur le site internet des services de l'Etat dans le département. Dans ce cas, l'autorité compétente transmet l'avis par voie électronique au préfet au moins un mois avant le début de la participation, qui le met en ligne au moins quinze jours avant le début de la participation ;*

*2° Cet avis est en outre publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés. Pour les projets d'importance nationale et les plans et programmes de niveau national, cet avis est, en outre, publié dans un journal à diffusion nationale ;*

*3° L'autorité compétente pour ouvrir et organiser la participation désigne le ou les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé. Sont au minimum désignés les locaux de l'autorité compétente pour élaborer le plan ou programme ou autoriser le projet. Pour les projets, sont, en outre, désignées toutes les mairies des communes sur le territoire desquelles se situe le projet ainsi que celles dont le territoire est susceptible d'être affecté par le projet. Cet avis est publié par voie d'affichage quinze jours au moins avant le début de la participation et pendant toute la durée de celle-ci ;*

*4° En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Ces affiches doivent être visibles et lisibles de là où, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.*

**II.- A l'issue de la participation du public, la personne publique responsable du plan ou programme ou l'autorité compétente pour autoriser le projet rend public l'ensemble des documents exigés en application du dernier alinéa du II de l'article L. 123-19-1 sur son site internet.**

*Pour les projets, ces documents sont adressés au maître d'ouvrage.*

III.- Le maître d'ouvrage ou la personne publique responsable assume les frais afférents à l'organisation matérielle de la participation du public.

IV.- *Le dossier soumis à la présente procédure comprend les mêmes pièces que celles prévues à l'article R. 123-8. Les mentions relatives à l'enquête publique à ce même article sont remplacées, pour l'application du présent article, par celles relatives à la participation du public par voie électronique. La demande de mise en consultation sur support papier du dossier, prévu au II de l'article L. 123-19, se fait dans les conditions prévues à l'article D. 123-46-2.*

#### Article D123-46-2

*La demande de mise en consultation sur support papier d'un projet de décision et de sa note de présentation, prévue au II de l'article L. 123-19-1, est présentée sur place, dans la préfecture ou l'une des sous-préfectures du ou des départements dont le territoire est compris dans le champ d'application de la décision.*

*La demande est présentée au plus tard le quatrième jour ouvré précédant l'expiration du délai de consultation fixé par l'autorité administrative conformément au quatrième alinéa du II de l'article L. 123-19-1.*

*Les documents sont mis à disposition du demandeur aux lieu et heure qui lui sont indiqués au moment de sa demande. Cette mise à disposition intervient au plus tard le deuxième jour ouvré suivant celui de la demande.*

### **3 - Organisation de la procédure**

La participation du public par voie électronique est encadrée par le code de l'environnement et notamment les articles L 123-19, L 123-19-1, R 123-46-1, article R 123-46-1 renvoyant au R 123-8, et D 123-46-2 fixent les modalités de publication de l'avis de PPVE et son contenu, le contenu du dossier, la durée minimale, et les modalités de consultations du public, les documents adoptés à l'issue de la participation du public et leurs modalités de publicité et d'affichage (cf textes ci-dessus).

Par arrêté n°25 A 416 du 19.12.2025, le Président de Flers Agglo a défini les modalités de la participation du public par voie électronique :

- La mise à disposition du dossier dure 31 jours, Lundi 2 Février 2026 au Mercredi 4 Mars 2026
- ✓ Le dossier de PPVE a été publié sur le site internet de Flers Agglo, <https://www.flers-agglo.fr> dans la rubrique « Mon quotidien » - « Environnement » - « PCAET »,
- ✓ Le dossier de PPVE est consultable et le registre d'enquête dématérialisé était disponible sur l'adresse <https://www.registredemat.fr/ppve-flers-agglo-pcaet> ainsi qu'à partir d'un poste informatique mis à la disposition du public à France Service :
  - ✓ Pôle Culturel Jean-Chaudeurge  
9 rue du Collège  
61100 Flers,
  - ✓ 5 place du Général de Gaulle  
61220 Briouze
  - ✓ Médiathèque La Grande Nouvelle - 8, rue Saint-Denis, à La Ferté-Macé.
- Le dossier de PPVE est également consultable au siège de Flers Agglo au format papier.
- Le public a été informé des modalités de la mise à disposition par voie d'affichage, 15 jours au moins avant le début de la procédure :
  - sur le site internet de Flers Agglo, à l'adresse : [www.flers-agglo.fr/Monquotidien/Environnement/PCAET](http://www.flers-agglo.fr/Monquotidien/Environnement/PCAET),
  - Le journal Ouest France
  - Le journal Orne Combattante
  - Affiché au siège de Flers Agglo et sièges des mairies de Flers Agglo

- Le public peut adresser ses observations et/ou questions écrites auprès du Président de Flers Agglo à l'adresse suivante : 41, rue de la Boule – CS 149 – 61103 FLERS CEDEX ou par voie électronique à l'adresse suivante : [pcaet@flers-agglo.fr](mailto:pcaet@flers-agglo.fr)

## **II - Le dossier de PPVE**

Le dossier mis à la disposition du public comprend les pièces suivantes :

### **I - Présentation :**

- Arrêté d'ouverture de la procédure de PPVE
- Avis de participation du public par voie électronique
- La présente notice explicative

### **II – Le dossier :**

- Le dossier de projet du Plan Climat Air Energie Territorial arrêté
- Les avis émis dans le cadre de la consultation préalable
- L'étude d'impact et son résumé non technique
- L'avis de la MRAE en date du 15 octobre 2025
- La délibération du Conseil Communautaire n° 1473 du 25 juin 2025
- Le mémoire en réponse de Flers Agglo à l'avis de la MRAE

## **III - Suite de la PPVE**

A l'expiration du délai de 31 jours précité, le registre papier sera clos et signé par le Président de Flers Agglo. Ce dernier dressera, dans un délai ne pouvant être inférieur à quatre jours à compter de la clôture de la Participation Publique par Voie Electronique, un procès-verbal de synthèse des observations.

Le Conseil Communautaire se prononcera ensuite par délibération pour approuver le PCAET au vu du bilan de la concertation et des avis des personnes publiques consultées.

A l'issue de la Participation du public par Voie Electronique, et au plus tard à la date de la publication de la délibération du Conseil Communautaire et pour une durée minimale de trois mois, Flers Agglo rendra public, sur son site internet <https://www.flers-agglo.fr> le document de synthèse des propositions et des observations du public, ainsi que les motifs de la décision du Conseil Communautaire.